

Après un an de présidence Macron, "le compte n'y est pas"

01/07/2018 [Alternatives Economiques n°381](#)

Philippe Aghion Economiste, professeur au Collège de France

L'économiste Philippe Aghion est un spécialiste de la croissance et de l'innovation, soucieux d'action politique. Après avoir apporté en 2017 son soutien à la candidature d'Emmanuel Macron, il se montre aujourd'hui inquiet de la tournure prise par les actions engagées par le nouveau président de la République. A la suite de la publication de cet entretien sur le site d'Alternatives Economiques le 30 mai dernier, Philippe Aghion a cosigné avec Philippe Martin et Jean Pisani-Ferry, deux autres économistes ayant soutenu Emmanuel Macron, une note confidentielle critique qu'ils ont adressée à l'Elysée.

On vous oppose souvent à Thomas Piketty en indiquant que, pour votre part, vous considérez les inégalités comme indispensables à la croissance. Pourquoi défendez-vous une telle position ?

Il existe un dilemme en matière de croissance économique : si ceux qui innovent n'en tirent pas profit, l'innovation risque d'être bloquée ou fortement ralentie. Il est donc inévitable qu'elle crée de l'inégalité. Mais, d'un autre côté, il faut s'assurer que ces innovateurs ne vont pas utiliser les rentes qu'ils tirent de leurs inventions pour mettre des barrières à l'entrée des futurs innovateurs et acheter le pouvoir politique... C'est le dilemme que met en scène Angus Deaton dans son livre *La grande évasion* à propos des inégalités de santé, et je suis très deatonien en réalité : une certaine inégalité est indissociable de la croissance. Mais elle n'est tolérable que si, parallèlement, existe une forte mobilité sociale et qu'elle s'accompagne d'un solide système de protection sociale. L'inégalité est particulièrement insupportable si ce sont toujours les mêmes qui se retrouvent en haut de l'échelle sociale. Il faut à tout prix éviter une société où existeraient des trappes de pauvreté dont les personnes qui s'y trouvent ne pourraient pas sortir. C'est au fond toute la différence entre les modèles anglo-saxon et scandinave.

Dans le modèle anglo-saxon, on mise sur la théorie du ruissellement en espérant que les pauvres finiront au bout du compte par bénéficier, eux aussi, de l'enrichissement des riches. Dans le modèle scandinave, on met en place des systèmes pour protéger les plus démunis et leur donner la possibilité d'arriver, eux aussi, en haut de l'échelle sociale, avec une éducation gratuite et de qualité, une santé gratuite accessible à tous et une véritable flexisécurité* sur le marché du travail, pour redonner une chance à ceux qui auraient perdu leur emploi... A cette condition seulement, on peut combiner une dynamique d'innovation et les inégalités qu'elle entraîne nécessairement avec une mobilité et une protection sociales élevées.

En ce qui concerne la France et l'action d'Emmanuel Macron, que vous avez soutenu, n'est-on pas loin d'emprunter le chemin scandinave que vous décrivez ?

Je suis un peu inquiet en effet. On est à une croisée des chemins : est-ce qu'Emmanuel Macron essaie de faire évoluer le modèle social français pour le rapprocher du modèle scandinave ? Ou bien est-ce qu'il va finir par faire du "néogiscardisme", pour reprendre l'expression de mon collègue et ami Alain Trannoy¹ ? Il peut en effet y avoir la tentation de se dire que, finalement, le plus simple serait d'occuper le terrain à droite et de renoncer à chercher à mettre en place en France un véritable social-libéralisme à la scandinave.

En 2017, la croissance a été supérieure à ce qu'on escomptait et nous sommes en train de sortir de la procédure européenne de déficit excessif. Par ailleurs, dans mon esprit, la mise en place d'une *flat tax* sur les revenus du capital devait aller de pair avec la mise à plat des niches fiscales. Je pense notamment au crédit d'impôt recherche (CIR) : autant j'y suis favorable pour les PME, autant il comporte pour les grands groupes d'importants effets d'aubaine.

Parallèlement, il existe des domaines où on peut économiser dans les dépenses publiques, notamment en s'attaquant au mille-feuille territorial et au mille-feuille social. Nous disposons donc potentiellement de marges supplémentaires pour revenir en partie sur la contribution sociale généralisée (CSG) pour les retraités, pour investir davantage dans la recherche fondamentale et l'université, et pour pallier les insuffisances de notre système de santé. Manifestement, dans de nombreux endroits, on manque en effet tout simplement de médecins et d'infirmières.

Par ailleurs, en matière d'innovation, je pense que le gouvernement commet une erreur de jugement : pour la doper, il suffirait manifestement, selon lui, d'investir 10 milliards dans un fonds en s'entendant directement avec les Thales de ce monde. En gros, l'innovation ce serait leur affaire. Je n'ai rien contre les grands groupes, mais c'est une erreur d'analyse : on ne peut pas avoir une économie innovante sans une recherche fondamentale bien dotée et bien gouvernée en amont des grandes entreprises. Or, en France, cette recherche fondamentale se trouve plongée dans une misère absolue : l'Agence nationale de la recherche (ANR) est dotée d'un budget de 800 millions d'euros, quand son homologue allemand dispose de 2 milliards d'euros. Dans ces conditions, comment voulez-vous que je réagisse lorsqu'on propose de généraliser la suppression de la taxe d'habitation ? Cela coûte 10 milliards de plus : trois fois le budget du CNRS !

Enfin, la nomination d'un directeur de centre de recherche en Allemagne et dans les autres pays où la recherche est prise au sérieux passe par un *search committee*, composé de sommités internationales, qui sollicitent les candidatures, puis auditionnent les candidats et finalement choisissent le directeur, en le dotant d'une lettre de mission très claire. Tel n'est pas le cas en France.

Que faudrait-il faire alors ?

Il faut qu'Emmanuel Macron montre que le social et la recherche comptent pour lui. On peut faire tous les discours qu'on veut pour dire que la France doit devenir attrayante pour les chercheurs étrangers, tant qu'on met aussi peu de moyens à leur disposition, elle ne le sera pas.

Il faut aussi une flexisécurité bien financée (avec de réels moyens pour une assurance chômage véritablement universelle et une formation professionnelle véritablement performante), ainsi qu'un système éducatif et un système de santé solides. Et il faut un effort pour les plus pauvres et les petits retraités, dans un contexte où les contraintes budgétaires se desserrent un peu. Or, pour l'instant, sur tous ces plans, le compte n'y est pas. Il faut une croissance inclusive et un Etat impartial. Si on ne va pas dans cette direction, la France risque de se retrouver à terme dans une situation analogue à celle de l'Italie aujourd'hui, confrontée à la tentation du populisme.

- [1.](#) Economiste, directeur d'études à l'EHESS.